

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2006 — 140

[2006/200042]

**22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant et adoptant l'avant-projet de révision partielle des plans de secteur de Namur, Dinant-Ciney-Rochefort et Huy-Waremme en vue de l'inscription de compensations planologiques et déterminant des compensations alternatives liées à l'adoption du projet de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin visant l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne)**

Le Gouvernement wallon

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 25, 32, 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 juillet 1990 portant approbation de la création du parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Mehaigne;

Vu l'arrêté royal du 22 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1980 établissant le plan de secteur de Philippeville-Couvin, modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 janvier 1989, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 1998 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2002;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 1981 établissant le plan de secteur de Huy-Waremme modifié notamment par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mai 1986 établissant le plan de secteur de Namur, modifié notamment par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne);

Considérant que les dispositions de l'article 101, alinéa 2, du décret programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative impliquent que l'inscription de 122 hectares de zone d'extraction arrêtée provisoirement le 1<sup>er</sup> avril 2004 soit compensée par la modification équivalente de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Considérant que, parmi les propositions présentées par la S.A. Carmeuse - société qui bénéficierait de l'inscription des 122 hectares de zone d'extraction à Florennes -, figure notamment la suggestion de transformer les zones d'extraction suivantes en zones non destinées à l'urbanisation :

- 38,7 hectares à Fosses-la-Ville (Le Roux);
- environ 5 hectares à Sambreville (Falisolle);
- 37,7 hectares à Anhée;
- 8,65 hectares de à Wanze (Moha), au site dit « du Vallèche »;
- 13,35 hectares à Wanze (Moha) correspondant au « Bois de Hama »;

Considérant que le projet de transformer 38,7 ha de zone d'extraction en zones agricole et d'espaces verts à Fosses-la-Ville (Le Roux) est motivée par le carrier par le fait que « les terrains présentent une complexité géologique ne permettant pas en l'état d'envisager l'exploitation du gisement »; que la nouvelle destination proposée pour ces terrains « correspond à la situation de fait »;

Considérant que la demande d'inscription d'une zone d'espaces verts d'environ 5 ha à Sambreville (Falisolle) est motivée par le fait que les terrains constituent un terroir qui ne sera plus utilisé;

Considérant que le projet de transformer la zone d'extraction située en rive droite de la Mollignée à Anhée est motivée par la S.A. Carmeuse par le fait que « la configuration des lieux ne permet pas en l'état d'envisager facilement l'exploitation du gisement » et que la nouvelle destination retenue correspond à la situation existante de fait;

Considérant que le projet de transformer la zone d'extraction de 8,65 hectares du site dite « du Vallèche » en zone d'espaces verts est motivé par le fait que les terrains constituent un ancien bassin de décantation; par la biodiversité intéressante présente sur le site et par le fait qu'il jouxte le site Natura 2000 BE 33008 dit « Vallée de la Burdinale » proposé à la Commission européenne comme zone de protection spéciale et comme projet de site Natura 2000 par la décision du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002;

Considérant que la proposition de transformer la zone d'extraction du Bois de Hama est motivée par le fait que les terrains ont été exploités; que la destination de zone d'espaces verts est retenue en raison du réaménagement réalisé et de la proximité des sites classés de la « Roche aux Corneilles » et du « Rocher de la Marquise »;

Considérant que les superficies concernées par ces projets de compensations planologiques ne sont pas équivalentes à celle retenue dans l'arrêté du Gouvernement du 1<sup>er</sup> avril 2004; qu'il convient dès lors d'envisager des compensations alternatives;

Considérant que la Société Carmeuse est propriétaire de 21,08 hectares de terrains situés sur le territoire de la commune de Huy (Ben-Ahin), constituant l'ancienne carrière de Mont de Goesnes; que ces terrains sont repris en zone forestière d'intérêt paysager au plan de secteur de Huy-Waremme; qu'ils constituent une enclave dans le site Natura 2000 BE33010 dit Vallée de la Meuse à Huy et vallon de la Solières;

Considérant que la gestion de ce site par la Division de la Nature et des Forêts de la Région wallonne, visant notamment à assurer le nettoyage de la paroi rocheuse afin d'en accroître l'attractivité pour la biodiversité, à installer une grille destinée à protéger un site de nidification de chauves-souris et à installer des panneaux d'information, pourrait constituer la compensation alternative susvisée;

Considérant qu'à cette fin, il est envisagé qu'un bail emphytéotique de 50 ans renouvelable soit conclu entre la S.A. Carmeuse et la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne;

Considérant qu'à cette fin également, la S.A. Carmeuse soit versera une somme de 15.000 euros à la Division de la Nature et des Forêts pour lui permettre d'assurer la gestion du site, soit assurera elle-même l'entretien du site conformément aux modalités établies par la Division de la Nature et des Forêts à concurrence du même montant;

Considérant que la concrétisation des engagements de la S.A. Carmeuse - signature du bail emphytéotique et de la convention précitées - doit intervenir avant l'éventuelle adoption définitive du plan de secteur de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription d'une zone d'extraction d'environ 122 hectares à Florennes (Hemptinne);

Considérant la situation existante de fait et de droit des terrains concernés et des alentours, ainsi que les informations produites par la S.A. Carmeuse;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement décide la révision et adopte l'avant-projet de révision :

- du plan de secteur de Namur (planche 47/5) en vue de l'inscription d'une zone agricole et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Fosses-la-Ville (Le Roux) et d'une zone d'espaces verts à Sambreville (Falisolle);
- du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planche 53/3) en vue de l'inscription d'une zone agricole et d'une zone forestière d'intérêt paysager sur le territoire de la commune de Anhée;
- du plan de secteur de Huy-Waremme (planche 41/6) en vue de l'inscription de deux zones d'espaces verts sur le territoire de la commune de Wanze (Moha), conformément aux trois cartes ci-annexées.

**Art. 2.** Le Gouvernement impose à titre de compensation alternative à la S. A. Carmeuse de lui présenter pour signature dans des délais suffisants - et en tout état de cause avant l'éventuelle adoption définitive de la révision partielle du plan de secteur de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne) -, un projet de bail emphytéotique de 50 ans renouvelable, ainsi qu'une convention par laquelle Carmeuse s'engage soit à verser une somme de 15.000 euros à la Division de la Nature et des Forêts pour lui permettre d'assurer la gestion du site, soit à assurer elle-même l'entretien du site conformément aux modalités établies par la Division de la Nature et des Forêts à concurrence du même montant.

**Art. 3.** Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 décembre 2005.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 140

[2006/200042]

**22. DEZEMBER 2005** — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den der Vorentwurf zur Teilrevision der Sektorenpläne Namur, Dinant-Ciney-Rochefort und Huy-Waremme zwecks der Eintragung von raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen beschlossen und verabschiedet und alternative Ausgleichsmaßnahmen in Zusammenhang mit der Verabschiedung des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans Philippeville-Couvin zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Florennes (Hemptinne) festgelegt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 25, 32, 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Juli 1990 zur Genehmigung der Errichtung des «Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne»;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Januar 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. April 1980 zur Festlegung des Sektorenplans Philippeville-Couvin, insbesondere abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Januar 1989, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 1998 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2002;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. November 1981 zur Festlegung des Sektorenplans Huy-Waremme, insbesondere abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Mai 1986 zur Festlegung des Sektorenplans Namur, insbesondere abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 1997;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 zur vorläufigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Philippeville-Couvin zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Florennes (Hemptinne);

In der Erwägung, dass die Bestimmungen des Artikels 101, Absatz 2 des Dekretprogramms vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung voraussetzen, dass die Eintragung von 122 Hektar eines am 1. April 2004 vorläufig verabschiedeten Abbaugebiets dadurch ausgeglichen wird, dass bestehende, für die städtebauliche Entwicklung bestimmte Gebiete gleichwertig in Gebiete umgewandelt werden, die nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmt sind, oder durch jegliche von der Regierung festgelegte alternative Ausgleichsmaßnahme;

In der Erwägung, dass unter den von der «S.A. Carmeuse» - eine Gesellschaft, für die die Eintragung der 122 Hektar des Abbaugebiets in Florennes von Vorteil wäre - unterbreiteten Vorschlägen insbesondere die Umwandlung der nachstehenden Abbaugebiete in nicht für die städtebauliche Entwicklung bestimmte Gebiete angeführt wird:

- 38,7 Hektar in Fosses-la-Ville (Le Roux);
- zirka 5 Hektar in Sambreville (Falisolle);
- 37,7 Hektar in Anhée;
- 8,65 Hektar in Wanze (Moha), auf dem Gelände genannt «du Vallèche»;
- 13,35 Hektar in Wanze (Moha), die dem «Bois de Hama» entsprechen;

In der Erwägung, dass das Projekt, 38,7 ha des Abbaugebiets in Agrargebiete und Grüngebiete in Fosses-la-Ville (Le Roux) umzuwandeln, von dem Steinbruchbetreiber durch die Tatsache begründet wird, dass «die Grundstücke eine geologische Komplexität aufweisen, die es im heitigen Zustand nicht ermöglichen, die Ausbeutung des Vorkommens in Aussicht zu nehmen»; dass die neue vorgeschlagene Zweckbestimmung für diese Grundstücke «der Sachlage entspricht»;

In der Erwägung, dass der Antrag auf die Eintragung eines Grüngeländes von zirka 5 ha in Sambreville (Falissolle) durch die Tatsache begründet wird, dass die Grundstücke aus einer Halde bestehen, die nicht mehr benutzt wird;

In der Erwägung, dass das Projekt, das am rechten Ufer der Molignée in Anhée gelegene Abbaugeländes umzuwandeln, von der «S.A. Carmeuse» durch die Tatsache begründet wird, dass «die örtlichen Gegebenheiten es im heutigen Zustand nicht ermöglichen, die Ausbeutung des Vorkommens ohne Schwierigkeiten in Aussicht zu nehmen» und dass die neue, in Betracht gezielte Zweckbestimmung der bestehenden Sachlage entspricht;

In der Erwägung, dass das Projekt, das Abbaugeländes von 8,65 Hektar des Geländes genannt «du Vallèche» in ein Grüngeländes umzuwandeln, durch die Tatsache begründet wird, dass die Grundstücke aus einem ehemaligen Absetzbecken bestehen, dass auf dem Gelände eine interessante Artenvielfalt vorhanden ist und dass das Gelände an das Natura 2000-Geländes BE 33008 genannt «Vallée de la Burdinale» angrenzt, das bei der europäischen Kommission als Sonderschutzgeländes und von der Wallonischen Regierung durch Beschluss vom 26. September 2002 als Projekt für ein Natura 2000-Geländes vorgeschlagen wurde;

In der Erwägung, dass der Vorschlag, das Abbaugeländes «Bois de Hama» umzuwandeln, durch die Tatsache begründet wird, dass die Grundstücke ausgebeutet wurden; dass die Zweckbestimmung eines Grüngeländes aus Gründen der durchgeführten Neugestaltung und der unmittelbaren Nähe der geschützten Geländes «Roche aux Corneilles» und «Rocher de la Marquise» in Aussicht genommen wurde;

In der Erwägung, dass die von diesen raumplanerischen Ausgleichsprojekten betroffenen Flächen nicht mit derjenigen Fläche übereinstimmen, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 in Betracht gezielte wurde; dass es demnach angebracht ist, alternative Ausgleichsmaßnahmen in Aussicht zu nehmen;

In der Erwägung, dass die Gesellschaft Carmeuse Eigentümer von 21,08 Hektar auf dem Geländes der Gemeinde Huy (Ben-Ahin) gelegenen Grundstücken ist, die aus der ehemaligen Steingrube von «Mont de Goesnes» bestehen; dass diese Grundstücke in dem Sektorenplan Huy-Waremme als Forstgeländes von landschaftlichem Interesse eingetragen sind; dass sie von dem Natura 2000-Geländes BE33010 genannt «Vallée de la Meuse, à Huy et vallon de la Solières» umschlossen sind;

In der Erwägung, dass die Verwaltung dieses Geländes durch die Abteilung Natur und Forstwesen der Wallonischen Region, die insbesondere auf die Gewährleistung der Säuberung der Felswand zwecks der Erhöhung ihrer Attraktivität zugunsten der Artenvielfalt, auf die Installierung eines für den Schutz eines Nistplatzes für Fledermäuse bestimmten Gitters und auf das Anbringen von Informationsschildern abzielt, die weiter oben erwähnte alternative Ausgleichsmaßnahme darstellen könnte;

In der Erwägung, dass zu diesem Zweck der Abschluss eines Erbpachtvertrags von 50 Jahren zwischen der «S.A. Carmeuse» und der Abteilung Natur und Forstwesen der Wallonischen Region in Betracht gezielte wird;

In der Erwägung, dass die «S.A. Carmeuse» ebenfalls zu diesem Zweck entweder der Abteilung Natur und Forstwesen einen Betrag von 15.000 Euro überweist, damit diese die Verwaltung des Geländes gewährleisten kann, oder selber den Unterhalt des Geländes gemäß den von der Abteilung Natur und Forstwesen festgesetzten Modalitäten in Höhe des gleichen Betrags übernimmt;

In der Erwägung, dass die Konkretisierung der Verpflichtungen der «S.A. Carmeuse» - die Unterzeichnung des Erbpachtvertrags und der Vereinbarung, die oben erwähnt werden - vor der eventuellen endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans Philippeville-Couvin zwecks der Eintragung eines Abbaugeländes von zirka 122 Hektar in Florennes (Hemptinne) zu erfolgen hat;

In der Erwägung der bestehenden Sach- und Rechtslage der betroffenen Grundstücke und deren Umfelds, sowie der von der «S.A. Carmeuse» vorgebrachten Informationen;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung beschließt die Revision und verabschiedet den Vorentwurf zur Revision:

- des Sektorenplans Namur (Karte 47/5) zwecks der Eintragung eines Agrargeländes und eines Grüngeländes auf dem Geländes der Gemeinde Fosses-la-Ville (Le Roux) und eines Grüngeländes in Sambreville (Falissolle);

- des Sektorenplans Dinant-Ciney-Rochefort (Karte 53/3) zwecks der Eintragung eines Agrargeländes und eines Forstgeländes von landschaftlichem Interesse auf dem Geländes der Gemeinde Anhée;

- des Sektorenplans Huy-Waremme (Karte 41/6) zwecks der Eintragung von zwei Grüngeländes auf dem Geländes der Gemeinde Wanze (Moha), gemäß den drei beigefügten Karten.

**Art. 2** - Der «S.A. Carmeuse» wird von der Regierung als alternative Ausgleichsmaßnahme auferlegt, dass sie dieser innerhalb ausreichender Fristen - und unter allen Umständen vor der eventuellen endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Philippeville-Couvin zwecks der Eintragung eines Abbaugeländes in Florennes (Hemptinne) - einen Entwurf des Erbpachtvertrags von 50 Jahren, sowie eine Vereinbarung, durch die sich «Carmeuse» verpflichtet, entweder der Abteilung Natur und Forstwesen einen Betrag von 50 Euro zu überweisen, damit diese die Verwaltung des Geländes gewährleisten kann, oder selber den Unterhalt des Geländes gemäß den von der Abteilung Natur und Forstwesen festgesetzten Modalitäten in Höhe des gleichen Betrags zu übernehmen, zur Unterzeichnung vorlegt.

**Art. 3** - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Dezember 2005

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 140

[2006/200042]

**22 DECEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot beslissing over en goedkeuring van het voorontwerp van gedeeltelijke herziening van de gewestplannen Namen, Dinant-Ciney-Rochefort en Hoei-Borgworm met het oog op de opnemings van planologische compensaties en tot bepaling van alternatieve compensaties gebonden aan de goedkeuring van het ontwerp van herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin waarbij de opnemings van een ontginningsgebied te Florennes (Hemptinne) beoogd wordt**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 22, 23, 25, 32, 42 tot en met 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan die de Waalse Regering goedgekeurd heeft op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 juli 1990 houdende goedkeuring van de inrichting van het « Parc naturel des vallées de la Burdinale et de la Méhaigne »;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 januari 1979 tot opstelling van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 april 1980 tot opstelling van het gewestplan Philippeville-Couvin, gewijzigd meer bepaald bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 januari 1989, bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 1998 en bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 1981 tot opstelling van het gewestplan Hoei-Borgworm, gewijzigd meer bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 mei 1986 tot opstelling van het gewestplan Namen, gewijzigd meer bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot voorlopige goedkeuring van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied te Florennes (Hemptinne);

Overwegende dat de bepalingen van artikel 101, lid 2, van het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging inhouden dat de opnemings van 122 hectare ontginningsgebied, voorlopig besloten op 1 april 2004, gecompenseerd wordt door de dienovereenkomstige omvorming van bestaande, voor bebouwing bestemde gebieden tot niet voor bebouwing bestemde gebieden dan wel door elke alternatieve compensatie die de regering bepaalt;

Overwegende dat er onder de voorstellen van « S.A. Carmeuse », als vennootschap die voordeel zou halen uit de opnemings van 122 hectare ontginningsgebied te Florennes, meer bepaald gesuggereerd wordt om de volgende ontginningsgebieden tot niet voor bebouwing bestemde gebieden om te vormen :

- 38,7 hectaren te Fosses-la-Ville (Le Roux);
- circa vijf hectaren te Sambreville (Falisolle);
- 37,7 hectaren te Anhée;
- 8,65 hectaren te Wanze (Moha), in het gehucht « le Vallèche » genaamd;
- 13,35 hectaren te Wanze (Moha), overeenstemmend met het « Bois de Hama »;

Overwegende dat voornoemd bedrijf het project tot omvorming van 38,7 ha ontginningsgebied tot landbouw- en groengebieden te Fosses-la-Ville (Le Roux) motiveert door het feit dat « de gronden een geologische complexiteit vertonen waardoor de exploitatie van de afzetting onmogelijk in het vooruitzicht gesteld kan worden »; dat de nieuwe voor die gronden voorgestelde bestemming « overeenstemt met de feitelijke toestand »;

Overwegende dat het verzoek om opnemings van een groengebied van ca. 5 ha te Sambreville (Falisolle) ingegeven is door het feit dat de gronden een steenberg vormen die niet meer zal worden gebruikt;

Overwegende dat « S.A. Carmeuse » het project tot omvorming van het ontginningsgebied gelegen op de rechteroever van de Molinee, te Anhée motiveert door het feit dat « de exploitatie van de afzetting niet gemakkelijk in het vooruitzicht gesteld kan worden wegens de plaatsgesteldheid » en dat de nieuw overwogen bestemming overeenstemt met de feitelijke toestand;

Overwegende dat het project tot omvorming van 8,65 ha ontginningsgebied in het gehucht « le Vallèche » genaamd tot groengebied ingegeven is door het feit dat de gronden vroeger een bezinkbak waren; door de op die plaats waardevolle biodiversiteit en door het feit dat het naast de Natura 2000-site BE 33008, « Vallée de la Burdinale » gelegen is die aan de Europese Commissie is voorgesteld als bijzonder beschermingsgebied en als project van Natura 2000-site bij beslissing van de Waalse Regering van 26 september 2002;

Overwegende dat het voorstel om het ontginningsgebied « Bois de Hama » om te vormen ingegeven is door het feit dat de gronden geëxploiteerd werden; dat de bestemming als groengebied in aanmerking is genomen wegens de doorgevoerde herinrichting en wegens de nabijheid van de beschermde sites « Roche aux Corneilles » en « Rocher de la Marquise »;

Overwegende dat de oppervlakten waarop die projecten voor de planologische compensatie betrekking hebben niet overeenstemmen met de compensatie waarin voorzien wordt bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004; dat er bijgevolg alternatieve compensaties in het vooruitzicht gesteld dienen te worden;

Overwegende dat de vennootschap « Carmeuse » eigenaar is van 21,08 hectaren gronden gelegen op het grondgebied van de gemeente Hoië (Ben-Ahin), die de voormalige steengroeve van « Mont de Goesnes » uitmaken; dat die gronden als landschappelijk waardevol bosgebied opgenomen zijn op het gewestplan Hoië-Borgworm; dat zij een enclave vormen in de Natura 2000-site BE33010, « Vallée de la Meuse, à Huy et vallon de la Solières » genaamd;

Overwegende dat het beheer van die site door de Afdeling Natuur en Bossen van het Waalse Gewest, waarbij meer bepaald beoogd wordt de reiniging van de rotswand door te voeren om hem aantrekkelijker te maken voor de biodiversiteit, een rooster te plaatsen om op die plaats de nestbouw van vleermuizen te beschermen en informatieborden aan te brengen, bovenbedoelde alternatieve compensatie zou kunnen vormen;

Overwegende dat daartoe in het vooruitzicht gesteld wordt om een verlengbare vijftigjarige erfpachtovereenkomst te sluiten tussen « S.A. Carmeuse » en de Afdeling Natuur en Bossen van het ministerie van Waalse Gewest;

Overwegende dat de « S.A. Carmeuse » daartoe eveneens ofwel een som van 15.000 euro aan de Afdeling Natuur en Bossen zal storten om laatstgenoemde in staat te stellen de site te beheren ofwel voor hetzelfde bedrag het onderhoud van de site op zich neemt overeenkomstig de modaliteiten die vastgesteld zijn door de Afdeling Natuur en Bossen;

Overwegende dat de verbintenissen van de « S.A. Carmeuse », namelijk de ondertekening van voornoemde erfpachtovereenkomst en voornoemde andere overeenkomst, ingevuld moeten worden vóór de eventuele definitieve goedkeuring van het gewestplan Philippeville-Couvin met het oog op de opnemingsgebied van ca. 122 hectaren te Florennes (Hemptinne);

Gelet op de bestaande feitelijke en rechtelijke toestand van de betrokken gronden en omgeving, evenals op de informatie die « S.A. Carmeuse » verstrekt heeft;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

**Artikel 1.** De Regering beslist tot de herziening en keurt het voorontwerp van herziening goed voor :

- het gewestplan Namen (blad 47/5) met het oog op de opnemingsgebied van een landbouwgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Fosses-la-Ville (Le Roux) en een groengebied te Sambreville (Falisolle);

- het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort (blad 53/3) met het oog op de opnemingsgebied van een landbouwgebied en een landschappelijk waardevol bosgebied op het grondgebied van de gemeente Anhée;

- het gewestplan Hoië-Borgworm (blad 41/6) met het oog op de opnemingsgebied van twee groengebieden op het grondgebied van de gemeente Wanze (Moha), overeenkomstig de drie bijgevoegde kaarten.

**Art. 2.** De Regering legt « S.A. Carmeuse » als alternatieve compensatie op om haar in een toereikende termijn - en in ieder geval vóór de eventuele definitieve goedkeuring van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Philippeville-Couvin met het oog op de opnemingsgebied te Florennes (Hemptinne) - een ontwerp van verlengbare erfpachtovereenkomst over 50 jaar ter ondertekening voor te leggen, evenals een overeenkomst waarbij « Carmeuse » zich ertoe verbindt ofwel een som van 15.000 euro aan de Afdeling Natuur en Bossen te storten om laatstgenoemde in staat te stellen de site te beheren ofwel voor hetzelfde bedrag het onderhoud van de site op te nemen overeenkomstig de modaliteiten die vastgesteld zijn door de Afdeling Natuur en Bossen.

**Art. 3.** De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 141

[2006/200032]

**22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant désignation d'un commissaire spécial auprès de la société de logement de service public « La Maison liégeoise, S.C. »**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, notamment les articles 170 et 174 dudit Code;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 9 décembre 2004 portant désignation d'un commissaire spécial auprès de la société de logement de service public « La Maison liégeoise, S.C. »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 16 septembre 2004 et par l'arrêté du Gouvernement du 15 avril 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;